Document generated on 10/12/2024 3:36 a.m.

Relations

Citoyens ou clients de la ville ?

Guy Dufresne

Number 768, October–November 2013

Politique municipale : sortir du cul-de-sac

URI: https://id.erudit.org/iderudit/70208ac

See table of contents

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)
1929-3097 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Dufresne, G. (2013). Citoyens ou clients de la ville ? *Relations*, (768), 17–18.

Tous droits réservés © Relations, 2013

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Citoyens ou clients de la ville?

Les mutations managériales du politique transforment la municipalité en espace administratif où la dimension collective tend à être réduite au seul compte de taxes.

GUY DUFRESNE

Les vertus démocratiques associées à la politique municipale – alliage de la démocratie représentative et participative – semblent acquises et quasi indiscutables, puisque c'est à ce palier de prise de décision collective que la proximité entre gouvernés et gouvernants est la plus forte. Pourtant, c'est au niveau municipal que le taux de participation des citoyens aux élections est parmi les plus bas et que les élus se comportent souvent en administrateurs d'entreprise, réduisant les citoyens au rôle de clients, d'utilisateurs-payeurs. Bien que des actions citoyennes s'y déploient, un déficit démocratique persiste sur le plan local. Ce déficit s'exprime notamment par le contrôle exercé soit par des clans familiaux dans de petites localités, soit par des cliques d'intérêts spécifiques dans les plus grandes municipalités.

Si, comme l'écrit Anne Latendresse, le néolibéralisme « dévore la ville[1] » – notamment par la réduction du politique à la pratique gestionnaire qu'il induit –, ce n'est pas seulement parce que les dirigeants de nos organisations et institutions adhèrent aux valeurs néolibérales; c'est aussi et surtout parce que nous, les individus formant la Cité, devenons porteurs de ces mêmes valeurs dès lors que nous en voulons « pour notre argent », sans autre forme de questionnement. Tout se passe comme si « pour parler des vraies affaires », nous n'avions plus que la langue des gestionnaires. Les affaires municipales sont alors perçues essentiellement comme une affaire de gestion, dont nous aurions évacué la dimension collective, politique.

Si l'engagement civique des citoyens y a toujours une place et aboutit parfois à des initiatives intéressantes, surtout en matière de culture, de loisirs et d'environnement, force est de constater que la politique municipale fait une place beaucoup plus importante aux groupes d'intérêts spécifiques. En atteste le proverbial « partenariat » que recherchent les élus locaux avec les « forces vives » du milieu qui demandent à participer à la prise de décisions, et que le gouvernement municipal sollicite de manière à obtenir une apparence de consensus légitimant son action. Ainsi, l'accord des experts et des entrepreneurs vient libérer les décideurs politiques de leur responsabilité démocratique. Cette dérive accentue la marginalisation de la représentation politique de la société. Ce qui compte, c'est la prise en compte des intérêts privés, et ce, au sein même des instances de prise de décision en matière de politiques publiques. Les modifications qu'entraînent ces formes de « partenariat » dans la gestion des enjeux municipaux altèrent de manière significative l'élaboration et la mise en œuvre des politiques. Ces dernières échappent de plus en plus au contrôle des élus, comme si nous avions glissé naturellement vers un rôle de clients en matière d'affaires collectives et politiques, nous délestant de nos responsabilités communes au profit de gestionnaires.

À cet égard, l'évolution historique de l'infrastructure politique des municipalités a contribué à renforcer le rôle prédominant du maire. L'accentuation de la fonction de maire s'est réalisée généralement avec l'appui d'un clan familial ou d'une clique d'intérêts, selon la taille de la municipalité. Ce renforcement fait en sorte que la fonction représentative et décisionnelle des conseillers municipaux,

L'auteur, politologue, est chargé de cours à l'UQAM

Photo : © Pierre Crépô

1. A. Latendresse, « Le néolibéralisme dévore la ville », *À bâbord!*, n° 22, déc. 2007/janv. 2008.

de même que les possibilités de participation citoyenne, s'en trouvent réduites. Le conseil municipal, instance représentative dont la contribution traditionnelle était de débattre des projets et de prendre des décisions d'intérêt commun, devient ainsi un lieu de consultation et d'information plutôt qu'un lieu de décision collective. Dès lors, la gouverne municipale préfère s'organiser avec les « intervenants-clés » du milieu, ce qui tend à renforcer les réflexes centralisateurs et technocratiques des gestionnaires. Les *managers* de la politique se méfiant de la démocratie vont s'appuyer sur les groupes d'intérêts spécifiques que sont les « forces vives » du milieu, tels que les groupes d'entrepreneurs ou les groupes institutionnalisés, notamment les centrales syndicales. De la gouvernance managériale des villes découle une grande avancée des intérêts corporatistes, mais un affaiblissement certain du pouvoir citoyen.

LES CLIENTS ET LES CONSOMMATEURS

Confronté au pouvoir du maire, « grand gestionnaire » de sa ville, les citoyens tendent à se comporter en consommateurs de services. Ils paient et consomment comme des clients, adoptant un comportement passif devant l'administration, tant qu'elle leur garantit les services. Le développement de l'individualisme et le désintérêt face à la politique ont fait en sorte que le citoyen s'est transformé peu à peu en client dans ses rapports avec la municipalité. Cette tendance lourde s'inscrit dans la montée du néolibéralisme en gestion, qui considère avant tout le citoyen en tant que consommateur de services, qu'ils soient publics ou privés. D'ailleurs, comme le soulignait Pierre J. Hamel à sa manière : « "Une solution" classique est de retirer un service à la responsabilité des élus pour le confier à une "*special purpose authority*"[2] » (organisme spécialisé sous le contrôle d'experts, disposant d'un budget protégé). Ainsi en est-il, dans plusieurs municipalités, de l'amphithéâtre sportif, de la gestion des déchets ou des infrastructures.

À force d'être traités en clients, bon nombre de citoyens n'en veulent que pour leur argent, sans se soucier de leur responsabilité collective. Cette forme de dépolitisation des enjeux locaux, qui s'effectue au profit du « tout à la gestion », vient gommer la complexité des problèmes et des solutions pour le plus grand confort et l'indifférence de celles et de ceux qui se perçoivent en clients-rois.

LES CITOYENS ET LE BIEN COMMUN

L'action politique locale, au sens noble du terme qui réfère à sa dimension collective, nécessite une mobilisation des personnes afin que l'arène politique municipale soit autre chose que le terrain des intérêts spécifiques dominants ou du « monarque » local. Sans la participation des citoyens, la réduction du bien commun à une stricte affaire de gestion nous menace. En fait, l'objectif poursuivi par cette réduction du politique est de ramener toutes les questions collectives au seul compte de taxes comme ultime mesure. Pourtant, vivre ensemble dans l'espace municipal, c'est accepter d'être partie prenante des actions concrètes, dans la proximité. L'engagement citoyen contribue à l'amélioration du travail des élus et des décisions qu'ils prennent, que ce soit dans un dossier en lien avec l'aménagement d'un parc ou d'une ruelle, la construction d'une bibliothèque ou lors des réunions du conseil municipal.

La défense et la promotion du bien commun d'une collectivité territoriale sont pourtant plus que nécessaires, en ce qu'elles constituent les principales composantes de la démocratie locale. Cette nécessité a été portée par des partis et des individus, il y a quelques années. Mais, même si à Québec ou à Montréal, par exemple, des groupes de citoyens persistent à rappeler le caractère politique et donc collectif des enjeux et des décisions municipales, la période actuelle tend à renouer avec le mythe de la forte personnalité qui prétend incarner seule l'essentiel de la municipalité. Or, les enjeux collectifs locaux ne peuvent pas être l'affaire d'une seule personne car, n'en déplaise aux médias, la complexité du réel n'est pas réductible à l'image publique du ténor local. Les questions concernant notamment la cueillette des ordures, le recyclage des déchets domestiques, le taux des emprunts, le logement social ainsi que le développement économique et culturel ne trouvent de sens que dans les discussions et les échanges entre citoyens. C'est par ces échanges que se tissent les liens collectifs qui contribuent à relier et unir les personnes en une collectivité distincte.

L'action politique locale, au sens noble du terme qui réfère à sa dimension collective, nécessite une mobilisation des personnes afin que l'arène politique municipale soit autre chose que le terrain des intérêts spécifiques dominants ou du « monarque » local.

L'espace de la politique locale invite les citoyens à un engagement pour le bien commun, tant par l'exercice fondamental du vote que par la participation à la vie municipale, ce qui implique information, critique et action. Pour que cela advienne, il nous faut développer le champ de la participation laissé en friche et briser les cercles d'initiés. Nous avons à inventer des institutions et à recréer des liens significatifs. Occupons la Cité avec nos valeurs et nos choix. À nous de faire en sorte que la municipalité soit le véritable terreau de la démocratie représentative et participative. À qui la ville? À nous la ville! ●

2. P. J. Hamel, « Les PPP contre la démocratie? Sortir ça du public », *À Bâbord!*, n° 22, déc. 2007/janv. 2008.